Rui Pinto, lanceur d'alerte des Football Leaks: «Le combat est loin d'être terminé»

20 DÉCEMBRE 2019 PAR RAFAEL BUSCHMANN ET CHRISTOPH WINTERBACH (DER SPIEGEL)

Juste avant sa première audience devant un tribunal de Lisbonne, Rui Pinto, le lanceur d'alerte des *Football Leaks* emprisonné depuis neuf mois, a accordé depuis sa prison un entretien au consortium EIC, dont Mediapart est membre. Accusé notamment de piratage informatique, il dénonce la partialité de la justice portugaise et regrette de ne pas avoir été davantage soutenu par les autres pays européens, comme la France, qui veulent, eux, combattre la corruption dans le football grâce à ses données.

Lisbonne, mercredi matin. L'affluence est telle au tribunal que la présidente a dû déplacer l'audience dans une salle plus grande. Rui Pinto pénètre dans le tribunal, menotté et entouré de quatre policiers armés équipés de gilets pare-balles. Le Portugais de 31 ans, placé en détention préventive depuis neuf mois, est pourtant loin d'être un danger public. L'homme qui prend place, souriant, sur le banc des accusés est seulement l'ennemi numéro un du *foot business*.

Rui Pinto, le lanceur d'alerte des *Football Leaks*, est celui qui a fourni, à partir de 2016, 70 millions de documents confidentiels au magazine allemand *Der Spiegel*, qui les a partagés avec Mediapart et ses partenaires du réseau EIC. Cette fuite, la plus importante de l'histoire du journalisme, nous a permis de publier plus de 1 000 articles, qui ont dévoilé comme jamais auparavant la face noire du football *(lire ici et là)*.

Les *Football Leaks* ont notamment permis d'exposer le dopage financier pratiqué par les plus grands clubs, le fichage ethnique au PSG, les turpitudes de la Fifa, ou encore les magouilles des agents les plus puissants du monde. Les documents ont aussi mené à la condamnation pour fraude fiscale de superstars comme Cristiano Ronaldo et José Mourinho.

Pourtant, le seul homme qui a été mis en prison à la suite des révélations, c'est le lanceur d'alerte Rui Pinto. Arrêté à Budapest en janvier dernier puis extradé vers le Portugal en mars,

il est accusé de 147 délits, dont une tentative présumée d'extorsion de fonds, le reste portant sur des faits présumés de piratage informatique et de violation du secret des correspondances.

Rui Pinto, alias « John », le lanceur d'alerte des Football Leaks. © Yann Philippin / Mediapart

Ce mercredi à Lisbonne, Rui Pinto a pour la première fois été confronté à ses accusateurs et aux procureurs dans l'enceinte d'un tribunal. L'audience, très technique, visait à évaluer la validité des charges retenues par le parquet, et celles pour lesquelles Rui Pinto doit être renvoyé devant un tribunal. La juge a mis sa décision en délibéré au 13 janvier. Rui Pinto saura alors exactement pour quels faits présumés il sera jugé lors de son procès, attendu pour 2020.

À l'audience, plusieurs entités qui disent avoir été piratées, comme le cabinet d'avocats PLJM, le club Sporting Lisbonne et la Fédération portugaise de football, ont pilonné Rui Pinto en affirmant qu'il n'était *« pas un lanceur d'alerte »*. *« Toute comparaison avec Edward Snowden est illégitime »*, a affirmé l'avocat de PLJM.

LIRE AUSSI

- Football Leaks: coup de massue judiciaire contre le lanceur d'alerte Rui PintoPAR YANN PHILIPPIN

- Football Leaks: «Mes données ont le même potentiel que les Panama Papers»PAR YANN PHILIPPIN, RAFAEL BUSCHMANN, MICHAEL WULZINGER (DER SPIEGEL), HENDRIK MAASSEN ET NINO SEIDEL (NDR)
- Football Leaks, saison 2PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART
- La France lance une coopération judiciaire européenne sur les Football LeaksPAR YANN PHILIPPIN
- Football Leaks: le lanceur d'alerte met en cause la justice portugaisePAR YANN PHILIPPIN ET L'EIC

Le procès a aussi mis en lumière l'absurdité de la procédure. Le principal plaignant, le fonds d'investissement Doyen Sports, affirme avoir été victime d'une tentative d'extorsion de fonds de la part de Pinto après qu'il leur aurait volé des données *(lire ici)*. *« Les documents qu'il a piratés n'ont révélé aucun délit. Rui Pinto est un hacker, rien de plus »*, a même osé l'avocat de Doyen.

Les documents *Football Leaks* ont au contraire démontré l'ampleur des magouilles de Doyen Sports, entre commissions occultes, montages fiscaux et connexions mafieuses, usage de prostituées et affaires troubles avec Donald Trump. Grâce à Rui Pinto, le groupe fait d'ailleurs l'objet d'une enquête pour fraude fiscale et blanchiment en Espagne *(lire ici)*.

Les avocats portugais de Rui Pinto, Francisco Teixeira da Mota et sa fille Luisa, ont plaidé que l'enquête était partiale et bourrée de vices de procédure. Ils considèrent par exemple que le parquet n'avait pas le droit d'étendre les poursuites à 147 délits, alors que seulement six d'entre eux figuraient dans le mandat d'arrêt européen exécuté en janvier.

Ce lundi 16 décembre, l'avant-veille de l'audience, notre partenaire *Der Spiegel* a pu interviewer Rui Pinto dans sa prison de Lisbonne. Il n'avait pas pu s'exprimer dans la presse depuis l'entretien qu'il nous avait accordé fin janvier, la justice portugaise ayant refusé pendant plusieurs mois nos demandes d'interview *(lire notre Boîte noire)*.

Après neuf mois de détention, Rui Pinto est amaigri, le visage marqué, mais toujours aussi déterminé. *« Le combat est loin d'être terminé »*, lance-t-il. S'exprimant pour la première fois sur les accusations de piratage qui pèsent sur lui, il admet que *« certains de ses actes puissent être considérés comme illégaux »*, mais dénonce le fait que le Portugal veuille l'assommer judiciairement, et refuse d'enquêter sur la corruption du foot business mise au jour par ses documents. Il redoute de ne pas avoir droit à un procès équitable. Il réclame que soient pris en compte l'impact et l'intérêt public des révélations *Football Leaks*, qui font l'objet d'enquêtes dans plusieurs pays, dont la France, qui a lancé une procédure de coopération judiciaire européenne *via* Eurojust.

Aviez-vous imaginé que le projet Football Leaks pourrait se terminer pour vous dans une prison de Lisbonne ?

Rui Pinto : Je savais que tout pouvait arriver. Je savais que les autorités portugaises poursuivaient les lanceurs d'alerte, donc je devais me préparer à ça.

Comment les gardiens vous traitent-ils ?

Je n'ai vraiment aucune raison de me plaindre d'eux. Ils sont extrêmement polis. Nous parlons beaucoup. Ils me disent que la prison n'est pas le bon endroit pour moi et que le pays a besoin de plus de gens comme moi, qui veulent lutter contre la corruption et les conflits d'intérêts.

Vous avez été détenu à l'isolement pendant plus de six mois. Avez-vous maintenant des contacts avec d'autres détenus ?

Oui, j'ai dû déménager début octobre, et je passe maintenant mon temps dans un quartier avec des détenus autorisés à travailler en prison. Ils cuisinent, font la lessive, gèrent même une petite boutique. Je peux quitter ma cellule et passer du temps avec eux, mais je n'ai pas le droit de travailler moi-même. Je ne peux pas non plus aller dans la grande cour à l'extérieur. C'était un ordre spécifique du directeur de la prison.

Comment avez-vous passé vos journées à l'isolement ?

Je me déplaçais entre ma cellule et une toute petite cour. J'ai tourné en rond et joué au football tout seul. Dans ma cellule, je m'entraînais, je lisais beaucoup et j'écrivais sur mon cahier.

Comment l'isolement vous a-t-il affecté mentalement ?

Au début, c'était très difficile. Nous sommes tous des êtres humains et nous avons besoin de contacts avec d'autres personnes. Mais j'ai dû accepter la situation et m'adapter. Il était très important pour moi de rester concentré sur l'essentiel.

Vous concentrer sur quoi ?

Les autorités portugaises ont peur de ce que je sais, c'est la raison pour laquelle il est très important que je ne perde pas la tête. Au début, j'ai écrit des notes relatives à l'affaire dans mon cahier, mais ce cahier m'a été confisqué. Mon avocat était présent quand ils ont fouillé ma cellule et quand ils m'ont dit qu'il était illégal que je prenne des notes. Ce ne sont pas les gardiens de prison qui l'ont fait, mais les procureurs portugais. Ils font tout ce qu'ils veulent. Ils ne m'ont rendu mon cahier qu'au bout d'un mois.

Vu votre situation en ce moment, pensez-vous que tout cela en valait la peine ?

Il y a eu quelques résultats. Il y a eu les affaires fiscales contre des superstars du football comme José Mourinho, Radamel Falcao et Ángel Di María. Cristiano Ronaldo a été condamné pour fraude fiscale. Une enquête pénale a été ouverte contre Doyen *[le fonds d'investissement Doyen Sports]* et Nelio Lucas *[ancien patron de Doyen]*en Espagne. Des enquêtes sont en cours en Belgique et en France. En fin de compte, il faudra être patient pour juger si cela en valait la peine.

© Donatien Huet / Mediapart

Pensez-vous que vos révélations aient réussi à améliorer des choses dans le monde du football ?

L'année dernière, *Der Spiegel* et l'EIC ont révélé comment de grands clubs européens prévoyaient d'unir leurs forces dans une Super Ligue fermée. Après la publication, ils ont tous démenti. Mais jetez un œil à l'actualité récente : Florentino Pérez, président du Real Madrid, veut créer une nouvelle association internationale de clubs qui rivaliserait avec l'UEFA et l'ECA *[European Clubs Association, l'association européenne des clubs de football professionnels]*. Ils veulent que la Super Ligue devienne une réalité. C'est la même vieille merde depuis des années. Ça continue.

Les clubs de football ont mis la tête dans le sable en attendant que la tempête des *Football Leaks* soit passée ?

Tant que leur équipe gagne, rien d'autre n'a d'importance pour les gens, même s'ils connaissent les irrégularités, les délits commis et les problèmes systémiques du football. Je ne peux pas lutter contre ça. Le football est intouchable. Et les autorités protègent le secteur simplement parce qu'il présente un grand intérêt public.

Pourquoi en est-on arrivé là ?

Si vous prenez le Benfica Lisbonne, le club le plus populaire du Portugal, vous voyez que c'est une pieuvre qui influence l'élite du pays. Le club est bien connecté avec la police, les procureurs et les politiciens, qui reçoivent régulièrement des billets VIP gratuits pour les matchs du Benfica. S'ils devaient enquêter sérieusement sur le Benfica, il y aurait un énorme conflit d'intérêts.

« Je m'attendais à beaucoup plus de soutien des autres pays »

Votre procès devrait commencer au début de l'année prochaine. Pourquoi devez-vous rester en détention jusque-là ?

Ça n'a pas de sens. C'est déraisonnable et injuste. J'ai demandé au juge la permission de rentrer chez moi jusqu'au début du procès, mais la procureure a insisté sur le fait que je risquais d'interférer avec l'enquête, c'est-à-dire de me livrer à des activités illicites avec des puissances étrangères. C'est ridicule.

À quoi la procureure fait-elle référence ?

Je suppose qu'elle fait référence aux procureurs d'autres pays qui sont prêts à coopérer avec moi et à travailler avec les données que j'ai recueillies afin d'enquêter sur les crimes dans le monde du football. N'est-ce pas incroyable ? Au Portugal, non seulement les lanceurs d'alerte sont criminalisés, mais il en est de même pour les personnes qui veulent protéger les lanceurs d'alerte.

Les autorités portugaises n'ont aucun intérêt à coopérer avec vous ?

La procureure m'a dit que la seule coopération qu'elle attendait de moi était que je m'auto-incrimine. Ils ne veulent pas utiliser les données que j'ai recueillies, et qui contiennent beaucoup de preuves de délits commis par des personnalités puissantes du monde du football. J'ai révélé des actes répréhensibles dans l'intérêt du bien commun. Mais le seul qui est poursuivi, c'est moi, le lanceur d'alerte.

© Maria Feck / Der Spiegel

Avez-vous des regrets ?

Je regrette le premier contact que j'ai eu en 2015 avec Doyen *[le fonds d'investissement Doyen Sports, au sujet duquel les documents Football Leaks nous ont permis de dévoiler de multiples scandales – ndlr]*. J'étais naïf à l'époque, et c'était clairement une erreur de les avoir contactés. Les autorités portugaises estiment qu'il s'agit d'une tentative d'extorsion, ils se servent de ça pour me maintenir en prison. Mon point de vue est que je n'ai commis aucun délit. Je les ai approchés pour tester la valeur des informations que j'ai obtenues au sujet de Doyen. Je n'ai jamais eu l'intention de prendre leur argent.

Vous n'avez pas seulement été accusé de tentative d'extorsion. Les procureurs vous ont accusé de 147 délits au total, dont le piratage informatique et la violation des lois relatives au secret de la correspondance. Comment répondez-vous à ces allégations ?

Je sais que le nombre de délits paraît élevé, et je serai probablement accusé de délits que je n'ai pas commis. Mais je dois souligner que toute l'enquête était complètement biaisée et contient d'énormes vices de forme. L'accès aux serveurs informatiques du cabinet d'avocats

PLMJ, par exemple, devrait être considéré comme un seul délit. Au lieu de cela, ils ont comptabilisé séparément chaque adresse e-mail, pour un total de plus de 70 délits. C'est extrêmement étrange.

Mais ont-ils raison de dire que c'est vous qui avez accédé au serveur ?

C'est discutable. J'en parlerai lors de mon procès. Il est prématuré d'en parler maintenant.

Cela donne l'impression que vous pourriez finalement admettre le piratage, après avoir toujours déclaré à l'EIC que vous n'êtes pas un pirate.

J'accepte pleinement que, du point de vue de la loi portugaise, certains de mes actes puissent être considérés comme illégaux et je m'exprimerai à ce sujet. Je maintiens que beaucoup de choses qui sont mentionnées par l'accusation n'ont pas été faites illégalement. Et je ne me considère pas comme un *hacker*.

Que signifie pour vous le piratage ?

Pour moi, le piratage signifie pénétrer dans un système par la force brute et l'exploiter. Je n'ai jamais fait ce genre de choses.

Mais l'acte d'accusation dit qu'un logiciel de piratage a été trouvé sur votre ordinateur portable.

C'est vrai, mais je n'étais pas le seul à utiliser cet ordinateur, et ce n'est pas parce que le logiciel était là que je l'ai réellement utilisé. Enfin, il n'est écrit nulle part dans l'acte d'accusation qu'un de ces programmes a été utilisé pour accéder à des données.

Vous nous avez par le passé constamment déclaré que vous n'étiez pas un pirate informatique, mais aussi que vous n'agissiez pas seul. Or, depuis votre arrestation, cependant, *Football Leaks* a été mis en sommeil. Qu'est-il arrivé à vos supposés compagnons ?

Vous devez être patient. C'est vrai que j'étais le visage du projet, mais on verra ce qui se passera dans un futur proche.

Dans votre appartement de Budapest, les autorités ont saisi plus d'une douzaine de dispositifs de stockage de données. Certains disques durs n'étaient même pas chiffrés. Était-ce imprudent ?

L'un de ces disques était en quelque sorte cassé. Un autre a été créé par une autre personne à Sarajevo. Il se trouvait malheureusement dans mon appartement à ce moment-là, car je m'en servais pour faire des copies.

Le disque dur contenait du matériel que quelqu'un d'autre avait collecté ?

Je le répète : les autorités m'attribueront de nombreux délits que je n'ai pas commis. Mais je ne balancerai personne.

Selon vous, quel sera le résultat de votre procès ?

Je doute que j'obtienne un procès équitable. Je pense que cette affaire finira devant la Cour européenne des droits de l'homme, car le Portugal se fiche complètement de la protection des lanceurs d'alerte.

Avez-vous peur ?

Non, je n'ai pas peur.

MEDIAPART
VEN. 2 DÉC. 2016 - DERNIÈRE ÉDITION

Recherche

football leaks

Contrats, blanchiment et fraudes : douze journaux européens révèlent les secrets de l'industrie du foot.

Cristiano Ronaldo à Madrid, le 2 octobre 2016 | Susana Vera/Reuters

Ronaldo, 150 M€ dans les paradis fiscaux

FOOTBALL LEAKS — ENQUÊTE
Le but de Ronaldo: échapper à l'impôt
PAR MICHAEL HAJDENBERG, MICHEL HENRY, YANN PHILIPPIN

FOOTBALL LEAKS — ENQUÊTE
La folle histoire de «Football Leaks»
PAR MICHAEL HAJDENBERG, YANN PHILIPPIN ET MICHEL HENRY

FOOTBALL LEAKS — ENQUÊTE
Le système Mendes, une machine à blanchir
PAR MICHAËL HAJDENBERG, MICHEL HENRY, YANN PHILIPPIN

La « une » de Mediapart du 2 décembre 2016, jour de la publication des premières révélations issues des Football Leaks avec nos partenaires du réseau EIC. © Mediapart

Nous, les médias membres de l'EIC, vous considérons comme un lanceur d'alerte en raison de la pertinence des informations que vous avez collectées, en prenant un risque personnel important. D'autres, comme les procureurs, par exemple, ne vous voient que comme un criminel. Quelle est votre réponse à cela ?

Ce débat est pertinent. Si un rédacteur en chef écrit que je suis un criminel, je ne m'en plaindrai pas, c'est la liberté de la presse. La seule chose que je demande, c'est un débat honnête sur ce que les *Football Leaks* ont réalisé. Et jusqu'à présent, la discussion n'a pas été juste, car elle ne porte que sur moi, et pas sur les méfaits que j'ai découverts.

Fin 2018, vous avez décidé de renoncer à vivre dans l'anonymat et de coopérer avec le Parquet national financier (PNF) français en tant que lanceur d'alerte. Ils vous ont

offert la possibilité de rejoindre un programme de protection des témoins afin que vous puissiez les aider à enquêter sur les délits dans le monde du football. Cette offre est-elle toujours sur la table ?

J'avais prévu de déménager à Paris fin janvier. Quelques jours avant, j'ai été arrêté. Après cela, je n'ai plus du tout été en contact avec les autorités françaises.

Seriez-vous toujours disposé à coopérer avec les procureurs de certains pays ?

Oui, bien sûr. Je prendrai toujours cela en considération. Mais pas pendant que je suis enfermé ici. Ce n'est pas juste.

En février dernier, Eurojust, une agence de l'Union européenne qui facilite la coopération entre les procureurs, a lancé une procédure de coopération sur la base des documents *Football Leaks* obtenus par la France, à l'initiative du Parquet national financier (PNF). Les procureurs de neuf pays ont déclaré un intérêt. Vous attendiez-vous à plus de soutien de leur part ?

Oui, je m'attendais à beaucoup plus de soutien. Je sais qu'Eurojust est une structure très bureaucratique, mais je ne me sens pas suffisamment respecté. Ils voulaient que je coopère pleinement sans rien me donner en retour. Si le Portugal me condamnait à 25 ans de prison, Eurojust se contenterait de dire : O.K., pas de chance, nous voulons toujours vos données.

Les procureurs français ont réussi à récupérer 27 téraoctets de données saisis par la justice à votre domicile en Hongrie. Sont-ils en mesure d'y accéder ?

Tout est crypté, et je suis le seul à avoir les mots de passe – mémorisés dans ma tête.

Ces données concernent-elles uniquement le monde du football ?

Non, absolument pas. Mais je ne devrais pas parler de personnes ou d'entités spécifiques. Sinon, les procureurs pourraient essayer de me poursuivre, par exemple, pour davantage de cas de violation du secret des correspondances.

Ressentez-vous toujours le besoin de combattre personnellement l'injustice et le crime dans le monde du football ?

Oui, bien sûr. Je sortirai de prison un jour, puis je parlerai lors de conférences et rédigerai des articles. Nous avons besoin de plus de régulation dans le football, nous avons besoin que la Commission intervienne. Cette année encore, le football a été ajouté par l'Union européenne sur sa liste des secteurs à surveiller en matière de blanchiment d'argent. Il y a beaucoup à faire.

Regardez-vous toujours des matchs de football en prison ?

C'est difficile car nous n'avons pas beaucoup de chaînes disponibles, donc nous ne pouvons pas voir beaucoup de matchs. Je les écoute généralement à la radio.

Après tout ça, vous suivez toujours le football ?

Oui, bien sûr! C'est le meilleur jeu du monde. Je méprise seulement le business louche qui l'entoure.

Dans la première interview que vous nous avez accordée, vous aviez cité votre père, qui vous a dit quand vous étiez jeune que le football allait gâcher votre vie un jour. Avait-il raison ?

On verra. Ce combat est loin d'être terminé. En ce moment, mon problème, c’est moins le football que le déséquilibre du système politique et judiciaire portugais et la manière dont il protège la criminalité.

À quoi ressemblera Noël en prison ?

Ce sera difficile. Pas seulement pour moi, mais pour tout le monde ici. Je suis sûr que les prisonniers et moi allons essayer de passer un bon moment et oublier la triste réalité pendant un certain temps. Vous devriez passer Noël avec vos proches. Mais il faut parfois faire des sacrifices.